

PROF, UN MÉTIER COMME UN AUTRE ?

Jérémie Peltier, Iannis Roder

11/02/2021

Dans un moment où la pandémie de Covid-19 bouscule l'école et provoque chez certains enseignants des questionnements sur le sens de leur métier et leur rôle dans la société, la troisième partie de notre Observatoire des enseignants porte sur le rapport des enseignants à leur travail : comment vivent-ils leur métier ? L'exercent-ils encore par vocation ? Nos « premières lignes » de la République, si utiles pour la cohésion nationale et l'ascension sociale, se perçoivent-elles comme telles ? Jouent-elles encore le jeu ?

Ces derniers temps, on a beaucoup parlé de l'école comme espace de tensions, voire pire. Elle est, en effet, le lieu symbolique où la France a été attaquée, où un professeur a été décapité en rentrant chez lui par un terroriste islamiste, après avoir fait un cours sur la liberté d'expression devant ses élèves ; elle est le lieu qui symbolise le niveau en baisse de nos élèves à chaque nouveau classement PISA, le lieu qui peut témoigner de l'insalubrité d'une ville, comme c'est le cas à Marseille, mais aussi dont la fermeture angoisse tous les parents d'élèves à mesure que l'on évoque un nouveau confinement ; elle est le lieu, enfin, d'où pourraient décrocher un certain nombre d'élèves en raison des allers-retours en présentiel et distanciel depuis le début de la pandémie.

Mais, au risque de l'oublier, elle est aussi un lieu de travail avec ses rites, ses coutumes, son organisation propre, ses travailleurs, un espace de travail qui compte 1 162 850 personnes, dont 866 500 enseignants dans les écoles et établissements du second degré (725 200 dans le public, 141 300 dans le privé sous contrat) et qui comporte 61 500 écoles et établissements du second degré (50 100 écoles ; 7 200 collèges et 4 200 lycées).

Dans les deux précédentes notes de l'Observatoire des enseignants que la Fondation Jean-Jaurès a menées avec l'Ifop, nous avons d'abord mis en lumière la façon dont les professeurs vivaient l'expression religieuse de leurs élèves et les contestations de leurs enseignements qui en découlaient, puis nous avons souligné le fait que l'esprit de corps était moins présent que par le passé en observant les appartenances syndicales, les façons de s'informer ou encore les votes enseignants aux élections présidentielles depuis 1995. Ce troisième volet interroge les enseignants sur leur rapport à leur métier, à leur statut et à leur lieu de travail.

En effet, un certain nombre de travaux ont souligné le fait que les salariés français se distinguaient des autres salariés d'Europe, notamment par leur sentiment de ne pas être suffisamment reconnus dans leur métier. Par ailleurs, la crise des « gilets jaunes » avait remis sur le devant de la scène la question du travail comme rarement elle l'avait été au cours de la dernière décennie, rendant visibles du jour au lendemain des métiers invisibles et précaires mais pourtant essentiels à la continuité de la société de service dans laquelle nous sommes, le « back-office » de la société, comme l'appelle Denis Maillard.

Qu'en est-il des enseignants ? Comment vivent-ils leur métier ? L'exercent-ils encore par vocation ? Ont-ils encore la foi ? En somme, nos « premières lignes » de la République, si fondamentales pour faire en sorte que la cohésion nationale et le rêve de l'ascension sociale demeurent, se perçoivent-elles de la sorte ? Jouent-elles encore le jeu ? Sont-elles encore dans le jeu ?

Dans un moment où les perturbations liées à la pandémie bousculent l'école et provoquent chez certains enseignants des questionnements sur le sens de leur métier et leur rôle dans la société, il nous a semblé intéressant de tenter de nous immiscer, le temps d'une enquête, dans la tête et dans le cœur des enseignants de France et, pourquoi pas, d'offrir à un candidat à la prochaine élection présidentielle des bases de réflexion dans l'objectif de la rédaction d'un projet lucide à l'attention de cette « clientèle électorale » par le passé longtemps acquise à la gauche.

Y'a d'la joie

« Tout le jour, mon cœur bat, chavire et chancelle », chantait Charles Trenet dans sa célèbre chanson *Y'a d'la joie*. Il semblerait qu'il en soit de même pour les enseignants. En effet, l'un des premiers enseignements intéressants de notre enquête, c'est que la grande majorité de professeurs (primaire et secondaire) interrogés indiquent exercer leur travail d'enseignant « avec plaisir » : 83%, contre 13% qui indiquent l'exercer « sans plaisir ». Dans une époque où la place du bien-être au travail et de la quête de sens semble avoir pris le pas – parfois – sur les questions de rémunération ou de promotion professionnelle, ce chiffre de 83% semble témoigner que le métier de professeur reste encore associé à un travail plaisant, qui fait sens car il est perçu de façon utile pour la société. Sur ce point, être professeur ne diffère pas d'autres métiers, et semble un métier « comme les autres ». Il est, en effet, intéressant de noter que les enseignants apparaissent comme une catégorie qui prendrait autant de plaisir que le reste de la population, quand bien même il s'agit d'un métier « à part ». Dans son enquête nationale « **Parlons travail** » réalisée auprès de plus de 200 000 personnes, la CFDT montrait que 82% des salariés interrogés indiquaient « aimer leur travail » et 77% le jugeaient « utile ».

Plus de 8 professeurs sur 10 exercent leur métier avec plaisir, que dire de plus ? Cela devrait normalement clore tout débat sur un potentiel malaise des enseignants. Or, il est tout de même intéressant d'aller plus loin. D'abord, en observant les différences qui peuvent exister dans ce rapport de plaisir, que l'on soit dans le public ou dans le privé, que l'on soit en banlieue ou en zone rurale.

Ainsi, comme sur d'autres sujets (nous le verrons par la suite), une différence non négligeable existe entre les enseignants du privé et les enseignants du public. Quand 82% des enseignants du public disent exercer leur métier « avec plaisir », ce taux passe à 89% chez les enseignants du privé (+7 points). Par ailleurs, quand « seulement » 10% des enseignants en ville-centre disent exercer leur métier « sans plaisir » (13% chez l'ensemble des enseignants), ce taux passe à 19% pour les enseignants des banlieues populaires (+9 points), soit 2 enseignants sur 10 exerçant dans des établissements situés sur ces territoires. On notera également que s'il n'existe pas de différences sur le sujet du plaisir entre l'Île-de-France et la province, il est intéressant de noter que 18% des enseignants exerçant dans des villes dites « isolées » (où peuvent se cumuler des problèmes liés à la mobilité, à la dépendance à la voiture et à la désertification d'un certain nombre de services publics) disent faire leur métier « sans plaisir ». Cela témoigne, sans surprise, que lorsqu'on parle de « climat scolaire », qui joue un rôle central dans le plaisir (comme lorsque l'on parle de « climat professionnel » ou d'une « ambiance de bureau »), l'interne et l'externe, ce qu'il se passe à l'intérieur de l'établissement et ce qu'il se passe à l'extérieur de l'établissement, sont intimement liés.

Nous pouvons donc constater que le tableau n'est pas noir, car si c'est bien 13% des professeurs qui exercent leur métier sans plaisir, ils étaient 7% en 1973. Certes, ce taux a presque doublé, mais au regard des changements de contexte, notamment les réformes scolaires, cette augmentation semble limitée.

Le fait d'exercer son travail avec plaisir est d'ailleurs à mettre en relation avec la bonne image qu'ont les enseignants de l'action menée par les collèges et les lycées de France, action perçue comme utile pour la société, confirmant le lien existant (comme dans toute profession) entre plaisir et sentiment d'utilité. En effet, 87% des enseignants indiquent que les collèges et les lycées « apprennent aux élèves à vivre en société », 78% indiquent que les collèges et les lycées « sont des lieux où les élèves sont en sécurité », et 75% indiquent que les collèges et les lycées « traitent les élèves à égalité » (+4 points par rapport à 2000).

Pour résumer, la représentation qu'ont les enseignants de leur métier et de l'action de leur établissement est majoritairement positive. Ils indiquent exercer leur métier avec plaisir, sans trop de difficultés, dans des établissements qui continuent à jouer un rôle pour la société dans son

ensemble. Ils ne sont d'ailleurs « que » 20% à indiquer avoir du mal à maintenir la discipline dans leur classe.

Toutefois, sur cette question de la discipline, les fortes disparités ainsi que les évolutions que l'on peut observer sur plus de trente ans nous amènent à apporter un certain nombre de nuances sur l'optimisme que pourraient entraîner les premiers éléments de notre enquête. Quand on observe les enseignants du second degré (collège et lycée), on note d'abord une différence assez marquée sur la question de la discipline entre les enseignants du public et les enseignants du privé : quand 11% des enseignants du privé disent avoir du mal à maintenir la discipline dans leur classe, ils sont le double (22%) chez ceux du public. En outre, quand 20% des enseignants hors REP disent avoir du mal à maintenir la discipline dans leur classe, ils sont 29% (+9 points) chez les enseignants en REP. Enfin, quand 20% des enseignants au collège disent avoir du mal à maintenir la discipline dans leur classe, ils sont 32% chez les enseignants au lycée, soit 1 enseignant sur 3, ce qui semble tout de même témoigner des difficultés vécues par certains dans leur quotidien professionnel.

Pour terminer cette partie sur le « climat scolaire », si 78% des enseignants du second degré public considèrent qu'ils n'ont pas de mal à maintenir un minimum de discipline parmi leurs élèves, c'est 9 points de moins par rapport à une enquête similaire publiée en 1973. Cette détérioration n'est certes pas anodine mais elle tendrait néanmoins à relativiser l'idée que la situation se détériorerait de manière très inquiétante comme nous pouvons parfois l'entendre, en termes de « tenue de classe ».

Être enseignant, une sécurité ?

Sécurité et respect

Si les enseignants semblent aujourd'hui nombreux à exercer leur métier avec « plaisir » et avec « sens », c'est sans doute parce que les notions de « sécurité » et de « respect » semblent encore tenir dans cette frange de la population. Nous pouvons, en effet, considérer que le fait de se sentir en sécurité et le fait de se sentir respecté sont les préalables de toute vie sereine, qu'il s'agisse de la vie professionnelle ou de la vie familiale. Force est de constater que cela semble aujourd'hui le cas chez l'immense majorité des enseignants interrogés dans notre enquête : 88% d'entre eux ont ainsi le sentiment d'être « respectés par leurs élèves » ; 87% ont le sentiment d'être « en sécurité dans leur établissement » et 77% ont le sentiment d'être « respectés par les parents de leurs élèves ».

Toutefois, de manière qui peut apparaître paradoxale, notre enquête révèle que près d'un tiers

(28%) des enseignants ont déjà fait l'objet au cours de leur carrière de menaces et d'agressions sur leurs biens ou sur leur personne, dont 10% au cours de la dernière année scolaire (mais 30% des enseignants de moins de trente ans affirment avoir été agressés au cours de leur courte carrière contre 16% des professeurs de quarante à quarante-neuf ans et 9% pour les plus de cinquante ans). Ce fait peut apparaître comme un marqueur de la détérioration de la situation vécue par les jeunes enseignants, renvoyant de fait aux situations plus tendues qu'ils peuvent vivre dans des établissements parfois difficiles, où ils sont plus nombreux, mais aussi à la question de la formation. De fait, les enseignants sont 26% en REP contre 13% hors REP, soit le double à avoir connu des agressions. 21% ont déjà été victimes de vols ou de dégradations de leurs biens personnels au cours de leur carrière (dont 8% au cours de la dernière année scolaire) et 45% ont déjà été l'objet d'insultes ou de propos calomnieux en face à face au cours de leur carrière (dont 14% au cours de la dernière année scolaire). Par ailleurs, notons que 21% ont déjà été victimes d'une agression physique légère, c'est-à-dire sans interruption temporaire de travail (dont près de 1 sur 10 au cours de la dernière année scolaire). Là encore, les moins de trente ans sont 16%, soit 6 points de plus que la moyenne, tandis que 1 enseignant sur 14 (7%) a déjà été victime d'une agression physique lourde, c'est-à-dire avec interruption temporaire de travail. En outre, en écho à l'assassinat de Samuel Paty, que le terroriste islamiste avait repéré sur les réseaux sociaux suite aux indignations mortifères d'un parent d'élève et d'associations islamiques appelant à son renvoi, 13% des enseignants disent avoir déjà fait l'objet d'insultes ou de propos calomnieux sur Internet au cours de leur carrière, notamment sur les réseaux sociaux.

Au final, ce sont 50% des enseignants interrogés, soit 1 sur 2, qui indiquent avoir été victimes d'agression physique ou verbale au cours de leur carrière dont 17% au cours de la dernière année scolaire, soit pas loin de 1 sur 5.

Au regard de ces derniers chiffres liés à l'insécurité et la mise en danger des enseignants, les chiffres, élevés, voire très élevés, liés aux sentiments de sécurité et de respect vécus par les enseignants nous poussent à émettre l'hypothèse d'une accoutumance à des situations devenues parfois la norme et donc vécues comme telles. Des enseignants ont pu finalement s'habituer à vivre des situations difficiles et ce de façon relativement régulière, comme s'ils avaient intégré de « nouveaux standards » en matière de climat scolaire et de violence, sans que cela n'entame – pour le moment – leur état d'esprit. Il faut également noter que si 16% des enseignants disent avoir été victimes d'insultes ou de propos calomnieux en face à face, c'est 21 points de moins qu'en 2014, ce qui est considérable et pourrait s'expliquer par une meilleure prise en compte par l'institution de cette réalité, notamment face à la médiatisation donnée aujourd'hui à des agressions d'enseignants par la presse. Le résultat semble en être une meilleure protection des enseignants, notamment dans ces confrontations directes.

Par ailleurs, si, malgré tout, comme nous l'avons montré plus haut, les enseignants dans leur grande majorité disent se sentir respectés et en sécurité, il est notable qu'il s'agit d'un sentiment créé d'abord et avant tout par la relation de confiance nouée avec les élèves. Pour le dire autrement, si leur état d'esprit semble demeurer positif et d'une relative sérénité, il apparaît que c'est d'abord de leur propre fait et de leur propre engagement, l'institution semblant jouer un rôle secondaire dans leur sentiment d'être protégé et respecté.

En effet, « seulement » 63% des enseignants indiquent « avoir le soutien de leur hiérarchie en cas de problème avec les élèves » et 62% « le soutien de leur hiérarchie en cas de problème avec les parents d'élèves ». Cela signifie que près de 4 enseignants sur 10 ont le sentiment de ne pas être soutenus comme ils pensent devoir l'être. Plus notables encore, ce sont les différences entre les enseignants du privé et les enseignants du public qui sautent aux yeux s'agissant du soutien de la hiérarchie : 82% des enseignants exerçant dans le privé estiment avoir le soutien de leur hiérarchie en cas de problème avec des élèves, contre 60% « seulement » des enseignants dans le public, soit une différence de plus de 20 points. En outre, des différences territoriales apparaissent s'agissant du soutien de la hiérarchie : 55% des enseignants exerçant en Île-de-France indiquent avoir le soutien de leur hiérarchie en cas de problème avec des élèves, contre 65% des enseignants exerçant en province. Nous pouvons ici faire l'hypothèse que cette différence pourrait éventuellement être liée au fait que l'Île-de-France serait d'abord et avant tout un « hub » par lequel transitent, pour une durée limitée, une grande partie des jeunes enseignants de France, parfois dans des territoires difficiles, avant d'être mutés ailleurs. Ce qu'ils y vivent ne leur semble pas toujours nécessairement bien pris en compte par une hiérarchie pour laquelle certains agissements d'élèves pourraient relever d'une certaine banalité. C'est aussi ce que nous retrouvons dans les établissements classés en REP : quand 65% des enseignants hors REP ont le sentiment d'être soutenus par leur hiérarchie en cas de problème avec des élèves, c'est le cas de 59% des enseignants en REP (-6 points).

D'abord une sécurité de l'emploi ?

« Job de planqué » ; « job choisi pour les vacances » ; « l'Éducation nationale recrute n'importe qui ». Les petites phrases de ce type adressées au corps enseignant donneraient presque le sentiment qu'être enseignant est d'abord et avant tout un métier exercé pour ses avantages organisationnels et matériels, comme si travailler face à des élèves était quelque chose d'anodin, à la portée de tous et ne présentait ni contrainte ni difficulté. Or, il est très intéressant de noter dans notre enquête que la spécificité de ce métier par rapport à d'autres, à savoir le rapport à autrui, donc à l'élève, est bien au cœur des raisons pour lesquelles les enseignants ont décidé d'exercer ce métier. Ainsi, 78% des enseignants interrogés indiquent que le fait de transmettre des

connaissances a été un élément déterminant dans leur décision de se tourner vers ce métier, et 63% citent le fait de travailler avec des jeunes et des enfants.

Ainsi, transmettre sa discipline à autrui (66% des enseignants interrogés indiquent que leur intérêt pour la discipline qu'ils enseignent a été un élément déterminant dans leur choix professionnel), notamment à la jeune génération, apparaît au cœur des raisons pour lesquelles les enseignants se sont tournés vers ce métier.

Cela nous amène à poser deux réflexions. D'une part, les éléments matériels apparaissent comme relatifs dans les raisons invoquées (34% seulement des enseignants disent s'être tournés vers ce métier « pour la sécurité de l'emploi qu'il permet »), mettant à mal l'idée selon laquelle il s'agirait d'un job choisi par défaut (« c'est mieux que rien ») ou pour la « liberté » qu'il permettrait (l'idée selon laquelle « les profs font un peu ce qu'ils veulent »). En effet, quand on interroge les enseignants, seuls 43% d'entre eux indiquent s'être tournés vers ce métier pour l'autonomie qu'il offrait (ce qui peut aussi s'interpréter comme la prise de conscience après coup que les enseignants souffrent d'un manque d'autonomie, sujet qui apparaît donc comme un axe de propositions intéressant pour améliorer leurs conditions de travail).

D'autre part, si les principales raisons invoquées par les enseignants relèvent d'abord et avant tout de la transmission de leur discipline fétiche à autrui, force est de constater que continuer à parler de « hussards noirs » de la République semble de plus en plus relever de l'anachronisme. En effet, moins de 1 enseignant sur 2 (47%) indique exercer ce métier car il avait la « vocation » de répondre à une mission d'intérêt général. Par conséquent, cela peut nous laisser supposer qu'au même titre que les infirmières pendant la pandémie pouvaient trouver surprenant qu'on les nomme comme des soldats dans une armée en pleine guerre, une partie des enseignants de ce pays semblerait peu sensible aux discours d'un certain nombre de responsables politiques les qualifiant de « maillon essentiel de la République ». Si pour une partie cela évoque encore quelque chose d'important, une bonne part ne semble pas (ou plus) se penser ou même se représenter comme des soldats « en première ligne » ayant vocation à faire vivre et défendre la République. D'ailleurs, si être enseignant c'est s'engager en connaissance de cause, très peu indiquent avoir exercé ce métier pour faire perdurer une sorte d'héritage familial, et une toute faible majorité indique vouloir faire perdurer l'héritage : 9% seulement des enseignants disent être devenus enseignant « par tradition familiale », et seulement 51% des enseignants (contre 64% en septembre 2011) « encourageraient leurs enfants à devenir enseignant » (42% des enseignants du second degré public en banlieue populaire).

Burn-out : quand l'impossible au nécessaire se joint

Cette enquête laisse donc apparaître un ensemble de situations qui peuvent sembler paradoxales : principe de plaisir fort dans l'exercice de leur métier contre climat scolaire qui semble pourtant se dégrader avec les nouveaux « standards de violence » auxquels les enseignants semblent s'être habitués malgré eux. Ainsi, les enseignants semblent être dans une situation quelque peu schizophrénique, pouvant parfois relever du tragique, au sens de ce qui résiste à la réconciliation comme l'explique André Comte-Sponville. De fait, le philosophe Vladimir Jankélévitch définit une situation tragique, une tragédie, comme « l'alliance entre le nécessaire et l'impossible ». En somme, pour le cas des enseignants, on pourrait dire qu'ils sont nécessaires à la bonne santé de la nation et au bon fonctionnement de notre démocratie. Il est également nécessaire pour eux de faire le travail avec dignité, dynamisme et plaisir et d'en être convaincus, ou bien, comme on le voit dans cette enquête, se convaincre que tout n'est pas si noir, quand bien même beaucoup d'indices indiquent que leur travail est de plus en plus impossible, qu'il est de plus en plus difficile d'effectuer ce travail avec une totale sérénité, et qu'il peut devenir impossible de remplir tous les objectifs que la nation leur assigne et qu'ils s'assignent à eux-mêmes : apprendre aux élèves à vivre et à évoluer en société, comme on l'a vu plus haut dans notre enquête. Et c'est à travers ce nœud entre le nécessaire et l'impossible que peut être compris le taux de professeurs qui indiquent avoir déjà été dans une situation de burn-out. En effet, notre enquête indique que 46% des enseignants ont déjà fait un burn-out professionnel durant leur carrière, dont 20% « plusieurs fois », contre 54% qui n'en ont « jamais fait ». Ce taux de 46% d'enseignants ayant déjà souffert du syndrome d'épuisement professionnel est à notre sens un vrai signal d'alerte, notamment parce que les enseignants apparaissent de fait comme une profession plus touchée que la moyenne des Français. Si nous avons montré plus haut que les enseignants n'étaient pas moins heureux dans leur travail que la moyenne des salariés français, ce qui faisait du métier d'enseignant un métier comme un autre, ils apparaissent, en revanche, comme beaucoup plus perméables au burn-out au cours de leur carrière. Dans l'enquête « Parlons travail » réalisée par la CFDT, déjà citée plus haut, 36% des salariés français déclarent avoir déjà fait un burn-out au cours de leur carrière, soit 10 points de moins que ce que nous observons chez les enseignants interrogés dans notre enquête.

Le burn-out étant un phénomène multifactoriel qui peut être entraîné par l'impossibilité à tenir des objectifs pourtant nécessaires, c'est à cet aune qu'il faut analyser ce nœud tragique dans lequel se trouvent les enseignants : quand « l'impossible au nécessaire se joint », le travail s'intensifie, ayant pour conséquence un stress excessif, un épuisement émotionnel ou physique, une réduction de la productivité au travail et un sentiment de dépersonnalisation, c'est-à-dire le fait d'avoir l'impression de travailler comme une machine.

Il est par ailleurs notable que certains enseignants sont plus touchés que d'autres par ces situations de burn-out : quand 46% des enseignants ont déjà fait l'expérience d'un burn-out, ils sont 43% chez les enseignants du second degré hors REP contre 53% chez les enseignants du second degré en REP (+7 points par rapport à la moyenne des enseignants) pourtant souvent bien plus jeunes que leurs collègues. En outre, une différence, encore une fois, très importante semble exister sur ce sujet du burn-out entre les enseignants du public et les enseignants du privé : 37% des enseignants du second degré dans le privé disent avoir déjà fait l'expérience d'un burn-out, contre 48% (+11 points) des enseignants du second degré dans le public. Enfin, les enseignants en lycée semblent plus touchés : 53% ont déjà fait l'expérience d'un burn-out, contre 43% des enseignants au collège.

Un métier qu'il ne faut pas saborder

Le métier d'enseignant n'est donc décidément pas un métier comme les autres, quand bien même le plaisir au travail, notamment, pourrait le laisser supposer. Par ses modalités singulières liées au travail avec des élèves en construction et par la dimension symbolique de formateur de la nation de demain qu'il détient aux yeux du grand public, la charge émotionnelle est beaucoup plus lourde que dans bon nombre d'autres métiers.

Comme nous l'avons vu dans notre analyse, le métier d'enseignant semble encore bénéficier d'attraits qualitatifs qu'il ne s'agirait pas de saborder. Pour cela, il faut traiter, notamment, la question du burn-out ainsi que les questions que nous avons déjà analysées dans une note précédente : les contestations religieuses et les incidents en classe liés à la religion. Car s'ils ne sont pas encore perçus comme mettant à mal le sentiment de sécurité dans lequel semblent encore évoluer les professeurs, ces incidents pourraient renforcer dans les années à venir cette usure psychologique à laquelle les enseignants semblent plus perméables que l'ensemble de la population, ayant de plus en plus de mal à concilier les objectifs de leur métier avec les conditions de son exercice.

Par ailleurs, ce risque de burn-out doit être lu à travers le prisme de la pandémie actuelle, qui a, au vu des nombreux témoignages reçus, pour conséquence une augmentation de la charge de travail des enseignants, rendant encore plus prégnants les risques d'usure psychologique et les interrogations sur le sens de leur métier.

En outre, nous avons une nouvelle fois montré dans cette note que les enseignants avaient pour une partie importante d'entre eux le sentiment d'un manque de soutien – donc de reconnaissance – de la part de leur hiérarchie. À l'heure où les réflexions sont nombreuses dans le monde de

l'entreprise sur les nouvelles relations entre les dirigeants et leurs salariés et sur la participation des salariés aux décisions de l'entreprise, il semblerait intéressant que des réflexions du même ordre se tiennent au sein de l'institution scolaire, pour renouer le fil entre les professeurs et l'ensemble des autres parties prenantes afin d'établir un nouveau rapport de confiance.

« Une larme est tombée sur sa main.

Seul, dans la classe, il s'est assis.

Il en a vu défiler, des gamins

Qu'il a aimés tout au long de sa vie. »